



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET DU MAIRE

25 AOUT 2020

Envoyé en préfecture le 17/09/2020

Reçu en préfecture le 17/09/2020

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20200913-20200912_201D-DE

Préfecture de la Drôme

**Direction des Collectivités Locales et des Etrangers
Bureau de l'Intercommunalité et Contrôle Administratif**

Affaire suivie par Isabelle Verilhac

04 75 79 28 54

pref-contrôle-legalite@drome.gouv.fr

Le préfet

Valence, le 24 AOUT 2020

à

Monsieur le Maire
MAIRIE
BP 279
26216 MONTELMAR CEDEX

Copie : Mme la Sous-Préfète de Nyons

OBJET : Délibération portant exonération temporaire des droits d'occupation du domaine public, des droits de place et de la TLPE pour l'exercice 2020

REFER : Délibération n° 1-02 en date du 8 juin 2020, télétransmise le 9 juin 2020

Mes services ont reçu, le 9 juin 2020, la délibération n° 1-02 en date du 8 juin 2020 portant exonération temporaire des droits d'occupation du domaine public, des droits de place et de la TLPE pour l'exercice 2020

Dans le cadre du contrôle de légalité qui m'est imparti par la loi du 2 mars 1982 modifiée, j'ai l'honneur de vous faire connaître les observations qu'appelle de ma part cette délibération.

Je constate en effet, que la délibération précitée prévoit la mise en place :

- d'une exonération des droits d'occupation de Domaine public (terrasses, vérandas et enseignes) à compter du 17 mars jusqu'à la fin de l'année 2020 ;
- d'une exonération des droits de place (marchés et foires) à compter du 17 mars jusqu'à la fin de l'année 2020 ;
- d'un abattement de 100 % de la taxe locale sur la publicité extérieure due pour l'année 2020.

Je vous rappelle qu'en application de l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. L'exonération de la redevance d'occupation du domaine public ne peut être accordée que dans les cas limitativement énumérés par la loi (article L2125-1 du CG3P).

Dans le cadre de la crise sanitaire et à titre dérogatoire, l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-319 prévoit : *"En cas de difficultés d'exécution du contrat, les dispositions suivantes s'appliquent, nonobstant toute stipulation contraire, à l'exception des stipulations qui se trouveraient être plus favorables au titulaire du contrat : 7° Lorsque le contrat emporte occupation du domaine public et que les conditions d'exploitation de l'activité de l'occupant sont dégradées dans des proportions manifestement excessives au regard de sa situation financière, le paiement des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public est suspendu pour une durée qui ne peut excéder la période mentionnée à l'article 1er. A l'issue de cette suspension, un avenant détermine, le cas échéant, les modifications du contrat apparues nécessaires"*

Ces dispositions permettaient au titulaire d'une convention d'occupation domaniale dont l'activité commerciale sur le domaine public est affectée par les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, de bénéficier d'une suspension du versement des redevances jusqu'au 23 juillet 2020.

La loi de finances rectificative du 30 juillet 2020, prévoit l'annulation des redevances et produits de location pour une période de 3 mois, uniquement pour l'occupation du domaine public de l'Etat. Les collectivités ne peuvent donc pas se fonder sur ces dispositions pour accorder une annulation de redevance.

Compte tenu de ce éléments, la délibération 1-02 du 8 juin 2020, portant exonération des droits d'occupation du domaine public et des droits de place du 17 mars jusqu'à la fin de l'année 2020 s'avère illégale.

En conséquence, je vous invite à demander à votre conseil municipal de retirer la dite délibération.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Le préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick VIEILLES CAZES